

PROGRAMMATORISCHE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2012 — 2974

[C – 2012/21124]

17 SEPTEMBER 2012. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 maart 2011 betreffende de samenstelling van de directieraad van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 1965 tot vaststelling van het organiek statuut van de federale wetenschappelijke instellingen, artikel 7bis, § 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 februari 2008 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 juni 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 2008 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 april 1965 betreffende het statuut der wetenschappelijke instellingen van de Staat, artikel 21, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 2011 betreffende de samenstelling van de directieraad van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, artikel 2;

Overwegende dat het, om functionele redenen, noodzakelijk is de samenstelling van de directieraad van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis uit te breiden om een vertegenwoordiging van iedere afdeling van de instelling in dat orgaan te waarborgen;

Overwegende dat het niet meer mogelijk is een betrekking van departements- of afdelingshoofd vacant te verklaren in de federale wetenschappelijke instellingen;

Overwegende dat niettemin de continuïteit van de wetenschappelijke openbare dienstverlening mogelijk moet kunnen worden gemaakt en zo een ambtenaar van klasse SW2 of SW3 te kunnen aanstellen in de tijdelijke functie van departementshoofd of afdelingshoofd om voor een minimumaanwezigheid van leden in de directieraad te zorgen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het ministerieel besluit van 3 maart 2011 betreffende de samenstelling van de directieraad van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, worden de woorden « 1 oktober 2010 » en « 1 augustus 2010 » vervangen respectievelijk door de woorden « 1 oktober 2012 » en « 1 augustus 2012 ».

Art. 2. De Voorzitter van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 september 2012.

P. MAGNETTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2012 — 2974

[C – 2012/21124]

17 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 mars 2011 relatif à la composition du conseil de direction des Musées royaux d'Art et d'Histoire

Le Ministre de la Politique scientifique,

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1965 fixant le statut organique des établissements scientifiques fédéraux, l'article 7bis, § 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 25 février 2008 et modifié par l'arrêté royal du 12 juin 2012;

Vu l'arrêté royal du 25 février 2008 modifiant l'arrêté royal du 20 avril 1965 relatif au statut organique des établissements scientifiques de l'Etat, l'article 21, § 1^{er};

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 2011 relatif à la composition du conseil de direction des Musées royaux d'Art et d'Histoire, l'article 2;

Considérant qu'il convient, pour des raisons fonctionnelles, d'élargir la composition du conseil de direction des Musées royaux d'Art et d'Histoire pour assurer une représentation de chaque division de l'institution au sein de cet organe;

Considérant qu'il n'est plus possible de déclarer vacant d'emploi de chef de département ou de chef de section dans les établissements scientifiques fédéraux;

Considérant qu'il y a lieu néanmoins de pouvoir permettre la continuité du service public scientifique et ainsi de pouvoir commissionner un agent de la classe SW2 ou SW3 à la fonction intérimaire de chef de département ou de chef de section pour assurer une présence minimale de membres au conseil de direction,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 3 mars 2011 relatif à la composition du conseil de direction des Musées royaux d'Art et d'Histoire, les mots « 1^{er} octobre 2010 » et « 1^{er} août 2010 » sont remplacés respectivement par les mots « 1^{er} octobre 2012 » et « 1^{er} août 2012 ».

Art. 2. Le Président du Service public fédéral de Programmation Politique scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 septembre 2012.

P. MAGNETTE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2975

[C – 2012/27150]

13 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 3, alinéa 4, l'article 21, alinéa 3, et l'article 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 51.230/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'absence de clarté des intitulés des rubriques 45.12, 45.12.01, 45.12.02 et 74.30.03 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées génère des problèmes d'interprétation; qu'il y a dès lors lieu de les modifier;

Considérant que dans les intitulés des rubriques 45.12.01 et 45.12.02, le terme « opération » de forage ou de sondage exprime une action momentanée; que toutefois le travail de forage de puits comprend une série d'opérations telles que la préparation de la surface de forage, la réalisation du forage proprement-dit, le nettoyage de celui-ci, la descente de tubes d'équipement, le comblement de l'espace annulaire à l'aide de matériaux de remplissage...; que les puits concernés par ces rubriques sont de manière générale ancrés au sol et réalisés pour durer; que ces rubriques ne visent pas des établissements temporaires; qu'il convient de remplacer le terme « opération » par les termes « forage et équipement de puits »;

Considérant que dans les intitulés des rubriques 45.12, 45.12.01 et 45.12.02, le terme « sondage » signifie forer et équiper un puits; qu'il convient donc de supprimer le mot « sondage »;

Considérant que dans l'intitulé de la rubrique 45.12.01, les termes « usage géothermique » sont trop vastes; qu'il y a lieu de préciser que cette rubrique vise le forage et l'équipement de puits destinés à recevoir des sondes géothermiques;

Considérant qu'il convient de supprimer les termes « test de pompage » dans l'intitulé de la rubrique 74.30.03 étant donné que les tests de pompage sont visés par la rubrique 45.12.02 relative au forage et à l'équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine;

Considérant qu'à la rubrique 74.30.03, on entend par puits de reconnaissance géologique, le puits destiné à reconnaître les caractéristiques du sous-sol; que sont dès lors exclues les opérations destinées à étudier la pédologie et la stabilité des sols;

Considérant qu'à cette même rubrique, on entend par puits de prospection, le puits destiné à rechercher les possibilités d'exploitation du sous-sol, notamment des ressources en gaz;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

1° la rubrique 45.12 est remplacée par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
45.12. Forage et équipement de puits						
45.12.01. Forage et équipement de puits destinés au stockage de déchets nucléaires ou destinés à recevoir des sondes géothermiques.	2		DE			
45.12.02. Forage et équipement de puits destinés à une future prise d'eau souterraine (hormis les forages inhérents à des situations d'urgence ou accidentelles).	2		DE			

2° la rubrique 74.30.03 est remplacée par ce qui suit :

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
74.30.03. Forage et équipement de puits de reconnaissance géologique, de puits de prospection, de piézomètres, ou de puits de contrôle de la qualité de l'eau.	3					

Art. 2. Les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les rubriques en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 3. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 13 septembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2975

[C — 2012/27150]

13. SEPTEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, Absatz 4, Artikel 21, Absatz 3 und Artikel 87, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 26. April 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 51.230/4;

In der Erwägung, dass die mangelnde Klarheit der Titel der Rubriken 45.12, 45.12.01, 45.12.02 und 74.30.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten Interpretationsprobleme mit sich bringt; dass es demnach angebracht ist, sie zu ändern;

In der Erwägung, dass in den Titeln der Rubriken 45.12.01 und 45.12.02 der Begriff «Test- oder Suchbohrung» eine momentane Aktion ausdrückt; dass Bohrarbeiten jedoch eine Reihe von Vorgängen umfassen, wie beispielsweise die Vorbereitung der Bohrfläche, die Durchführung der Bohrung selbst, deren Reinigung, das Herablassen von Ausrüstungsrohren, die Auffüllung des ringförmigen Zwischenraums mithilfe von Füllmaterial...; dass die von diesen Rubriken betroffenen Brunnen im Allgemeinen im Boden verankert sind und für ihre Dauerhaftigkeit gebaut werden; dass sich diese Rubriken nicht auf zeitweilige Einrichtungen beziehen; dass es angebracht ist, den Begriff «Test- und Suchbohrungen» durch die Begriffe «Brunnenbohrungen und -ausrüstungen» zu ersetzen;

In der Erwägung, dass in den Titeln der Rubriken 45.12, 45.12.01 und 45.12.02 der Begriff «Suchbohrung» das Bohren und Ausrüsten eines Brunnens bedeutet; dass es demnach angebracht ist, das Wort «Suchbohrung» zu streichen;

In der Erwägung, dass in dem Titel der Rubrik 45.12.01 der Begriff «geothermische Nutzung» zu weitgreifend sind; dass es angebracht ist, festzulegen, dass diese Rubrik die Bohrung und Ausrüstung von Brunnen betrifft, die dazu bestimmt sind, geothermische Sonden zu erhalten;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, das Wort «Pumpversuche» im Titel der Rubrik 74.30.03 zu streichen, da die Pumpversuche in der Rubrik 45.12.02 bezüglich der Brunnenbohrungen und -ausrüstungen erwähnt werden, die für eine zukünftige Grundwasserentnahmestelle bestimmt sind;

In der Erwägung, dass in der Rubrik 74.30.03 unter «geologischem Aufschlussbrunnen» der Brunnen zu verstehen ist, der dazu bestimmt ist, die Eigenarten des Untergrunds zu erkunden; dass demnach die Vorgänge ausgeschlossen sind, die zur Untersuchung des Bodens und der Bodenstabilität bestimmt sind;

In der Erwägung, dass in derselben Rubrik unter Forschungsbrunnen der Brunnen zu verstehen ist, der dazu bestimmt ist, die Möglichkeiten zur Nutzung des Untergrunds, insbesondere der Gasvorkommen, zu erkunden;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten:

1° wird die Rubrik 45.12 durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
45.12. Brunnenbohrungen und -ausrüstungen						
45.12.01. Brunnenbohrungen und -ausrüstungen, die dazu bestimmt sind, radioaktive Abfälle zu lagern oder geothermische Sonden zu erhalten.	2		DE			
45.12.02. Brunnenbohrungen und -ausrüstungen, die für eine zukünftige Grundwasserentnahmestelle bestimmt sind (außer den Bohrungen in Not- und Unfällen).	2		DE			

2° wird die Rubrik 74.30.03 durch Folgendes ersetzt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	Zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
74.30.03. Bohrungen und Ausrüstungen von geologischen Aufschlussbrunnen, Forschungsbrunnen, Piezometern oder Brunnen zur Kontrolle der Qualität des Wassers.	3					

Art. 2 - Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Rubriken bearbeitet.

Art. 3 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. September 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2975

[C - 2012/27150]

13 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3, vierde lid, artikel 21, derde lid, en op artikel 87, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 51.230/4 van de Raad van State, gegeven op 26 april 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het gebrek aan duidelijkheid van de opschriften van de rubrieken 45.12, 45.12.01, 45.12.02 en 74.30.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten voor interpretatieproblemen zorgt; dat ze bijgevolg gewijzigd moeten worden;

Overwegende dat de woorden « boor- of proefbooroperatie » in de opschriften van de rubrieken 45.12.01 en 45.12.02 een in de tijd begrensde handeling uitdrukken; dat een putbooroperatie evenwel bestaat uit een reeks handelingen zoals de voorbereiding van de booroppervlakte, de uitvoering van de eigenlijke boring, de reiniging ervan, het naar beneden halen van uitrustingsbuizen, het opvullen van de ringvormige ruimte met vulmaterialen...; dat de putten die onder deze rubrieken vallen doorgaans in de grond vastgehecht worden en bestemd zijn om lang mee te gaan; dat deze rubrieken niet betrekking hebben op tijdelijke inrichtingen; dat het woord « operatie » vervangen dient te worden door de termen « boring en putuitrusting »;

Overwegende dat het woord « proefboring » in de opschriften van de rubrieken 45.12, 45.12.01 en 45.12.02 boren en een put uitrusten betekent; dat het woord « proefboring » dus geschrapt moet worden;

Overwegende dat het woord « geothermisch gebruik » in het opschrift van rubriek 45.12.01 te veelomvattend is; dat benadrukt moet worden dat die rubriek betrekking heeft op de boring en de uitrusting van putten bestemd om geothermische sondes te ontvangen;

Overwegende dat het woord « pomptest » in het opschrift van rubriek 74.30.03 geschrapt moet worden omdat de pomptests opgenomen zijn in rubriek 45.12.02 betreffende het boren en uitrusten van putten bestemd voor een toekomstige waterwinning;

Overwegende dat in rubriek 74.30.03 onder geologische verkenningssput wordt verstaan een put die dient om de eigenschappen van de ondergrond te verkennen; dat bijgevolg de operaties om de pedologie en de stabiliteit van de gronden te onderzoeken uitgesloten zijn;

Overwegende dat in dezelfde rubriek onder prospectieput wordt verstaan een put die dient om de mogelijkheden inzake de exploitatie van de ondergrond te onderzoeken, met name gashulpbronnen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten :

1^o wordt rubriek 45.12 vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
45.12.01. Boring en uitrusting van putten bestemd voor de opslag van kernafval of om geothermische sondes te ontvangen.	2		DE			
45.12.02. Boring en uitrusting van putten bestemd voor een toekomstige grondwaterwinning (behalve boringen inherent aan nood- of incidentele toestanden).	2		DE			

2° wordt rubriek 74.30.03 vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
ZI74.30.03. Boring en uitrusting van putten voor geologische verkenning, van prospectieputten, piëzometers of putten voor waterkwaliteitscontrole.	3					

Art. 2. De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de rubrieken van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2976

[2012/205434]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 16, 24 et 25;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Vu l'avis n° 51.901/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, le 8°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« 8° Entrepreneur : personne qui fournit et facture au demandeur les travaux et prestations éligibles en vertu du présent arrêté. »

Art. 2. Dans les articles 2, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 2, § 2, alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 4, § 2, 3°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 4, § 2, 6°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 2, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 4, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 7, § 1^{er}, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 7, § 8, alinéa 1^{er}, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010 et 7, § 8, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, du même arrêté, le mot « vitrées » est chaque fois abrogé.

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté, le § 4, complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Pour quelques travaux que ce soit effectués au même logement, une personne ayant bénéficié ou dont le conjoint cohabitant, la personne avec laquelle elle vit maritalement ou un co-proprétaire a bénéficié d'une prime à la restructuration instaurée par la Région wallonne et dont la notification définitive d'octroi est postérieure au 1^{er} décembre 1996, ne peut pas introduire une demande de prime en application du présent arrêté. Cette disposition ne s'applique pas pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures. »

Art. 4. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2° les mots « souscrire les engagements visés aux points 5° et 6° » sont remplacés par les mots « remplir l'exigence visée au point 5° »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° remplir ou s'engager à remplir au plus tard dans les 6 mois prenant cours à la date de la réception de la déclaration d'achèvement des travaux, une des conditions suivantes :

a) occuper la totalité du logement à titre de résidence principale et ne pas affecter à un usage professionnel des pièces initialement utilisées à des fins résidentielles;

b) donner la totalité du logement en location à titre de résidence principale ou avec comme vocation de loger un ou plusieurs étudiants et si celui-ci est loué à la date de début des travaux, produire au plus tard lors de la déclaration d'achèvement des travaux, un avenant au bail à loyer descendant que le loyer ne subit aucune variation liée aux travaux faisant l'objet de la prime, pendant la durée du bail;

c) mettre gratuitement et à titre de résidence principale, la totalité du logement à la disposition d'un parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement.